

CHAPITRE 5. — *Disposition finale*

Art. 7. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2018-2019

A-771/1 Projet d'ordonnance

A-771/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 1^{er} mars 2019.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepaling*

Art. 7. De Regering legt de inwerkingtreding van deze ordonnantie vast.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2018-2019

A-771/1 Ontwerp van ordonnantie

A-771/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 1 maart 2019.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/11573]

28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification de diverses dispositions réglementaires afin de régler, après le Brexit, l'accès au travail salarié ou l'accès à l'exercice des activités professionnelles indépendantes, pour les ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, l'article 7;

Vu la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Vu l'arrêté royal du 3 février 2003 dispensant certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaires d'une carte professionnelle pour l'exercice d'une activité professionnelle indépendante;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que les ressortissants du Royaume-Uni ne seront plus des ressortissants de l'Union européenne à partir du 30 mars 2019 et ne bénéficieront donc plus de la libre circulation européenne des personnes, et du libre accès au marché de l'emploi et à l'exercice d'une activité indépendante, que cet arrêté règle sous condition de réciprocité l'accès au marché du travail et à l'exercice d'une activité indépendante, des ressortissants du Royaume-Uni pendant une période transitoire, que cet arrêté ne pouvait être pris qu'après qu'il soit apparu de manière définitive que les parlements compétents du Royaume-Uni et de l'Union européenne n'approuveraient pas l'accord de retrait, pour des raisons de sécurité juridique et de préservation de la continuité de l'économie;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/11573]

28 MAART 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van verschillende reglementaire bepalingen om na de brexit voor onderdanen van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland de toegang te regelen tot bezoldigde arbeid of tot de uitoefening van zelfstandige beroepsactiviteiten

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikel 7;

Gelet op de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 februari 2003 tot vrijstelling van bepaalde categorieën van vreemdelingen van de verplichting houder te zijn van een beroepskaart voor de uitoefening van een zelfstandige beroepsactiviteit;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk vanaf 30 maart 2019 geen onderdanen meer zijn van de Europese Unie, waardoor ze niet langer vallen onder het Europese vrije verkeer van personen, en de vrije toegang tot de arbeidsmarkt en tot de uitoefening van zelfstandige beroepsactiviteiten verliezen; overwegende dat dit besluit voor een overgangperiode de toegang tot de arbeidsmarkt en tot de uitoefening van zelfstandige beroepsactiviteiten van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk regelt; overwegende dat dit besluit enkel kon worden genomen na de definitieve verwerping van het uitredingsakkoord door de bevoegde parlementen van het Verenigd Koninkrijk en de Europese Unie; overwegende de rechtszekerheid en het vrijwaren van de economische continuïteit;

Vu l'avis n° 65.669 du Conseil d'Etat, donné le 22 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa premier, un point 37° est inséré, rédigé comme suit :

« 37° pour une durée de maximum nonante jours prenant court au plus tard le 31 décembre 2020, par période de cent quatre-vingts jours, les ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sous réserve de l'existence d'une mesure de réciprocité; »

2° A l'alinéa 4, les mots « et 33° » sont remplacés par les mots « , 33° et 37°. ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 3 février 2003 dispensant certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaires d'une carte professionnelle pour l'exercice d'une activité professionnelle indépendante*

Art. 2. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 3 février 2003 dispensant certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaires d'une carte professionnelle pour l'exercice d'une activité professionnelle indépendante, le point 13° abrogé par l'arrêté royal du 24 septembre 2006 est rétabli dans la rédaction suivante :

« 13° pour une durée maximum de nonante jours prenant court au plus tard le 31 décembre 2020, par période de cent quatre-vingts jours, les ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sous réserve de l'existence d'une mesure de réciprocité ; ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour où le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, conformément à l'article 50, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne, quitte l'Union sans que l'accord visé à l'article 50, paragraphe 2, du même Traité ait été conclu.

Art. 4. § 1^{er}. A l'article 2, alinéa premier de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, le point 37° est abrogé le 31 décembre 2020.

§ 2. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 3 février 2003 dispensant certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaires d'une carte professionnelle pour l'exercice d'une activité professionnelle indépendante, le point 13° est abrogé le 31 décembre 2020.

Art. 5. Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Gelet op het advies nr. 65.669 van de Raad van State, gegeven op 22 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

Artikel 1. Aan artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 37°, luidende:

“37° voor een duur van ten hoogste negentig dagen die ten laatste op 31 december 2020 begint, per periode van honderdtachtig dagen, de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland onder voorbehoud van het bestaan van een maatregel van wederkerigheid;”.

2° In het vierde lid worden de woorden “en 33°” vervangen door de woorden “, 33° en 37°”.

HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 februari 2003 tot vrijstelling van bepaalde categorieën van vreemdelingen van de verplichting houder te zijn van een beroepskaart voor de uitoefening van een zelfstandige beroepsactiviteit*

Art. 2. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 februari 2003 tot vrijstelling van bepaalde categorieën van vreemdelingen van de verplichting houder te zijn van een beroepskaart voor de uitoefening van een zelfstandige beroepsactiviteit, worden de bepalingen onder 13°, opgeheven bij koninklijk besluit van 24 september 2006, hersteld als volgt:

“13° voor een duur van ten hoogste negentig dagen die ten laatste op 31 december 2020 begint, per periode van honderdtachtig dagen, de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland onder voorbehoud van het bestaan van een maatregel van wederkerigheid;”.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, overeenkomstig artikel 50, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, de Unie verlaat zonder dat een akkoord zoals vermeld in artikel 50, lid 2, van hetzelfde verdrag is gesloten.

Art. 4. § 1. Aan artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, het punt 37° wordt op 31 december 2020 opgeheven.

§ 2. Aan artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 februari 2003 tot vrijstelling van bepaalde categorieën van vreemdelingen van de verplichting houder te zijn van een beroepskaart voor de uitoefening van een zelfstandige beroepsactiviteit, het punt 13° wordt op 31 december 2020 opgeheven.

Art. 5. De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Tewerkstelling wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 maart 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN